

les amener à adopter l'esprit de Contadora. "La viabilité de tout le processus dépend de la politique étrangère de Washington."

Un orateur latino-américain a donné à entendre que, pour sortir de l'impasse actuelle, il faut trouver des moyens de ranimer les pourparlers de Manzanillo entre les États-Unis et le Nicaragua. "La volonté de ce faire existe dans un camp. Comment la faire naître dans l'autre?"

Un délégué américain s'est élevé contre le fait que la discussion manquait d'équilibre dans la mesure où elle désignait "la politique étrangère américaine comme étant la source du problème". Les États-Unis, a-t-il soutenu, veulent régler la crise par la négociation et instaurer la paix. C'est ce dont témoignent les fréquents voyages que M. Philip Habib a effectués dans la région (six depuis septembre 1986)². Le même délégué a poursuivi en affirmant qu'il manquait un élément dans le processus de Contadora, à savoir qu'il ne reconnaît pas l'existence d'une guerre civile au Nicaragua. Les États-Unis soutiennent l'un des deux camps parce que les Sandinistes ne respectent pas les objectifs originaux de la Révolution de 1979. Les 600 millions de dollars que le Nicaragua a reçus de l'URSS en aide militaire, par exemple, ont miné le principe du non-alignement. "Pourquoi parler du financement accordé par les États-Unis aux *contras*? Au départ, nous leur avons versé 27 millions pour qu'ils s'achètent des sparadraps et des couvertures, mais cela n'a pas été suffisant pour contrer l'aide militaire soviétique." De plus, les États-Unis sont préoccupés par la négligence des Sandinistes face aux engagements pris envers l'OEA au sujet de la démocratie représentative et du respect des droits de la personne.

En ce qui concerne le groupe de Contadora, les États-Unis ont épousé le point de vue d'un "éminent Nicaraguayen" selon qui il s'agit "d'un vieil homme mort que personne ne s'est soucié d'enterrer". Pendant le récent débat qui a eu lieu au Congrès sur l'interruption de l'aide accordée aux *contras*, "les deux camps . . . ont parlé du plan Arias, qui préconise un dialogue entre les gouvernements et les oppositions nationales, mais personne n'a évoqué le processus de Contadora. Ce dernier n'a plus aucun mordant. Comment fera-t-on pour vérifier si les propositions en sont respectées?" En fin de compte, l'aide aux *contras* a été maintenue. Le problème tient du fait que les Sandinistes ne reconnaissent pas l'Opposition unie du Nicaragua (OUN). Ils "doivent communiquer avec cette dernière. Le président Duarte a, au Salvador, fait des concessions au FMLN. Il a tout fait pour amorcer un dialogue avec l'Opposition. Le Nicaragua devrait faire de même avec l'OUN. . . Les États-Unis ne sont pas des monstres qui imposent la guerre aux pauvres

² M. Philip Habib, envoyé spécial du président Reagan en Amérique centrale, a démissionné le 14 août 1987, parce que Washington aurait rejeté son rapport dans lequel il recommandait au gouvernement américain d'appuyer l'accord de paix signé le 7 août à Guatemala.